

d'inauguration des travaux de construction de la nouvelle ambassade du Canada à Tokyo.

Le gouverneur général, qui a assisté aux funérailles de l'empereur du Japon en février, ainsi que quatre ministres fédéraux et dix-sept ministres provinciaux ont visité le Japon au cours de l'année. Des représentants canadiens et japonais se sont rencontrés dans le cadre des mécanismes institutionnalisés, et tout particulièrement à l'occasion de la réunion du Comité économique conjoint ainsi que des consultations portant sur l'énergie nucléaire, les pêches, la politique d'aide, le canola, et la limitation des armements et le désarmement.

Les changements apportés à l'accord Canada-Japon en matière de transport aérien, qui ont été négociés durant l'année, permettront une expansion majeure des liaisons directes à destination de Tokyo à partir de Toronto et d'Edmonton, et à destination de Nagoya à partir de Vancouver.

Les bourses du Premier ministre, accordées pour la première fois cette année, vont favoriser un rapprochement culturel en facilitant la traduction de textes canadiens en langue japonaise. Afin de sensibiliser les Japonais à la question canadienne, on a institué le prix commémoratif Bruce Rankin dans le but de souligner l'excellence dans le domaine de la production de documentaires télévisés sur le Canada. Le Ministère a aidé le Japon à accroître le nombre de professeurs de langues étrangères qu'accueille ce pays en participant au recrutement de plus de 100 Canadiens, lesquels séjourneront jusqu'à deux ans au Japon pour y enseigner l'anglais.

Les premiers ministres canadien et japonais ont donné le coup d'envoi à une étude de complémentarité dans le domaine des sciences et de la technologie afin de préciser des domaines de coopération éventuelle.

Les activités se sont poursuivies tout au long de l'année en vue d'établir un cadre de coopération plus efficace entre les pays du Pacifique. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans les efforts visant à renforcer la Conférence sur la coopération économique dans la région du Pacifique, et lorsqu'il s'est agi d'explorer les options d'institutionnalisation et de consultation qui s'offrent dans cette région.

Le Japon est le plus grand marché d'exportation du Canada outre-mer, et les échanges bilatéraux se sont élevés à 17,9 milliards de dollars en 1988. Les ventes canadiennes ont grimpé de 23 % par rapport à l'année précédente, ce qui a permis au Canada de réduire son déficit commercial avec le Japon à 575 millions de dollars, comparativement à 1,3 milliard en 1987. Les principaux secteurs d'exportation ont été les métaux et minéraux, les produits agricoles, le poisson et les produits alimentaires, ainsi que les produits forestiers. Les exportations de biens entièrement manufacturés tels que les avions, le matériel de commutation téléphonique, les souffleries et les biens de consommation ont connu une croissance rapide. En outre, un dynamique programme de promotion touristique a contribué à faire augmenter de 30,4 % le nombre de touristes japonais au Canada — pour une troisième année consécutive, la croissance a été supérieure à 30 % dans ce secteur. Il existe par ailleurs d'intéressants débouchés au Japon pour les préparations alimentaires et les produits à valeur ajoutée provenant du Canada. Enfin l'appréciation du yen et les mesures prises par le Japon en vue de libéraliser les importations ont eu rapidement un effet positif sur les perspectives d'exportation vers ce pays.

Des fonds provenant de la Stratégie nationale sur le commerce et des programmes PDME ont été utilisés pour soutenir un vaste programme de foires commerciales et de missions industrielles. Des études de marché ciblées ont été entreprises afin de mieux préciser les possibilités d'exportation, dans le cadre de la politique gouvernementale d'expansion des exportations et de consolidation des produits canadiens à valeur ajoutée. Parallèlement aux activités de promotion menées par le gouvernement, l'accent a été mis au niveau des politiques sur la nécessité d'obtenir un accès garanti aux marchés japonais tant dans le cadre des négociations commerciales multilatérales qu'au niveau bilatéral.

Les investissements directs du Japon au Canada, en particulier pour de nouvelles usines dans le secteur des pâtes et papiers et de l'automobile, ont progressé à un rythme sans précédent. Les investissements directs ont atteint un total estimatif de 3,8 milliards de dollars, soit environ 1 milliard de dollars de plus que l'année précédente. La qualité de ces nouveaux investissements s'est améliorée sensiblement tant au niveau de la technologie transférée que des effets au chapitre de l'emploi dans l'industrie canadienne.

Le Canada a absorbé environ 2 % de l'ensemble des investissements directs du Japon à l'étranger, comparativement à environ 40 % pour les États-Unis. Avec l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, il est à prévoir que la part des nouveaux investissements japonais au Canada s'accroîtra significativement au cours de la prochaine décennie. Le Canada a mené une campagne de promotion au Japon afin de faire connaître les nouvelles possibilités d'investissement offertes par l'ALE.

Chine

L'année écoulée a été marquée par un niveau d'activité élevé dans les rapports entre le Canada et la République populaire de Chine. Les relations ont continué à se développer de façon remarquable au cours des dernières années, stimulées tant par l'adoption d'une stratégie visant à encadrer cette expansion que par les politiques chinoises de réforme économique et d'ouverture vers l'Occident.

Les contacts de haut niveau se sont multipliés entre les deux pays. Le vice-premier ministre, Tian Jiyun, qui a effectué une visite officielle au Canada en mai, a été le plus important visiteur chinois au Canada au cours de l'année. Les consultations politiques annuelles entre le Canada et la Chine se sont tenues à Beijing en juillet, présidées par un vice-ministre des Affaires étrangères, du côté chinois, et le sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, du côté canadien. Les consultations annuelles entre le Canada et la Chine en matière de limitation des armements et de désarmement ont eu lieu à Beijing au début de 1989.

Le programme bilatéral de l'ACDI portant sur l'aide au développement en Chine s'est poursuivi très activement. L'accent étant mis sur l'assistance technique, les deux pays ont procédé à de nombreux échanges de personnel. Le Canada a poursuivi ses consultations avec la Chine de façon à ce que l'entrée de ce pays au GATT se fasse dans des conditions qui concourent aux objectifs de la politique commerciale canadienne. Cette question a été discutée lors de la visite au Canada, à l'automne de 1988, du vice-ministre chinois des Relations économiques avec l'étranger et du Commerce extérieur.

Un des points saillants du commerce entre le Canada et la Chine au cours de l'année écoulée a été l'augmentation remarquable (81 %) des exportations à destination de la